

Repis – Le Réseau Luxembourgeois de Lutte Contre La Pauvreté et l'Exclusion Sociale**15e Rencontre Participative pour l'inclusion sociale****Lieu : Centre Culturel Schéiss 142, Val -Sainte-Croix****Date : 23 février 2023 de 8h 30 à 16 h 00****Thème : Le droit au Logement****4 motion – Rapport de facilitateurs**

Après le mot de bienvenue de Monsieur Raoul Schaaf président de l'EAPN Luxembourg (European Anti-Poverty Network), un de nos facilitateurs a expliqué le programme et le déroulement de cette journée à tout le monde présent dans la salle, donc bénéficiaires et professionnels.

Le déroulement a été organisé et adapté en se basant sur la méthode du World Café : il y avait en tout 12 tables environ 10 places. Un point très important consistait dans le fait que la moitié des tables était dédiée exclusivement aux professionnels et l'autre aux bénéficiaires. Par ce fait, chacun a eu la possibilité de discuter dans son propre langage et de s'exprimer sans le sentiment de différenciation ou de hiérarchisations.

Pour le thème très vaste du droit au Logement, il y avait trois sous-thèmes principaux à savoir : l'accès au logement abordable mais limité dans le temps, l'accès au logement définitif et le marché du logement insalubre. Ces trois sujets étaient discutés sur les différentes tables dans trois séances différentes. Une première séance se déroulait pour décrire la situation et identifier les problèmes communs pour chaque sujet. Une deuxième portait sur l'identification et les échanges sur les bonnes pratiques et une troisième sur la recherche et la concrétisation de Nouvelles solutions pour le logement. Tout au long et au fur et à mesure des trois séances, les facilitateurs ont notés les paroles et les idées fortes sur des panneaux (cf. photos en annexe) pour y retenir l'acheminement des discussions et le fil conducteur des échanges menés. Les participants avaient le choix de changer de table entre les séances pour changer aussi de sous-thème.

Après la pause de midi, les participants étaient de nouveau demandés de prendre place sur une des tables déterminées pour eux en vue d'analyser les notes prises par table au cours de la matinée et de formuler deux à trois questions précises et ouvertes à chaque fois soit à Madame la Ministre de la Famille Corinne Cahen soit au Monsieur le Ministre du Logement Henri Kox. A la fin, les questions étaient posées par les bénéficiaires et les professionnels aux ministres respectifs.

Au cours de la journée et des discussions avec les bénéficiaires surtout, nous avons pu constater qu'au début les gens étaient un peu mal à l'aise, mais au final la majorité était reconnaissant d'avoir eu la possibilité de s'exprimer et d'être écouté. Il y avait des personnes de différentes nationalités et cultures, de différents âges et de différentes situations familiales représentant d'une façon authentique la diversité de la population au Luxembourg. Ainsi un de majeurs défis durant les

discussions était notamment de trouver un langage commun. Cependant, avec un peu de créativité, nous avons toujours trouvé un moyen de nous entendre.

En ce qui concerne les propos des personnes concernées, la problématique du logement souvent vécu comme une menace existentielle. La situation de précarité ainsi que l'incertitude et l'instabilité lié au logement pèse lourd et a des implications dans nombreuses aspects de la vie. A titre d'exemple, un jeune homme, vivant dans un foyer pour BPIs qu'il qualifie d'insalubre et surpeuplé, craint de perdre son travail parce qu'il n'arrive pas à dormir la nuit. La majeure préoccupation des personnes concernées était notamment de comment s'en sortir du parcours éternel de procédures administratives et de ce cercle vicieux en vue de pouvoir garantir à la famille, une vie digne. Le cercle vicieux au Luxembourg se pointe davantage sur le fait que n'importe quel logement (à part les foyers d'urgence) est lié à un contrat de travail indéterminé et vice versa en notant que le CDD ne suffise pas pour la plupart des propriétaires. A ceci s'ajoute les listes d'attentes perpétuelles dont un raccourcissement ne sera envisageable que si le logement abordable augmente nettement en quantité.

Ainsi, le manque de perspectives et d'espoir de pouvoir, un jour vivre convenablement a visiblement un effet néfaste sur le bien-être et la santé mentale de nombreux participants. Ceci est d'autant plus prononcé si les personnes concernées ont une famille et des enfants à leur charge.

Quant aux participants professionnels, leurs préoccupations et questions étaient similaires de ceux énoncées par les participants concernés. Ils ont également évoqués l'énorme écart entre la demande et l'offre des logements adaptés, entraînant des longues listes d'attentes. La rigidité des conditions d'accès au logement définitif (obligation d'avoir un CDI, garanties locatives élevées etc.) ont été critiqués. Concernant le logement social, le catalogues des aides disponibles est souvent peu visible et difficilement compréhensible d'après les professionnels. Une meilleure coordination entre le acteurs du terrain et la création d'une instance qui centralise les demandes, les offres ainsi que les plaintes semble nécessaire.

En plénière les questions ont été adressées aux représentants politiques, en l'occurrence Madame Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et Monsieur Henri Kox Ministre du Logement. Les premières questions étaient plus techniques ce qui permettait aux décideurs d'avoir recourt à leur narratif politique. Avec le temps, les émotions de la part des participants s'intensifiaient et l'on commençait à mettre plus de pression aux ministres qui semblaient à tort souverain aux reproches et questions posées. Les gens n'ont pas de compréhension ni pour un nombre remarquable d'immeubles complètement vides et inoccupés ni pour un manque de cadres légaux pour les colocations ni pour un manque de perspectives. Les témoignages très touchants et émouvant de mères de famille donnaient l'impression de dégeler un peu l'esprit des membres du gouvernement.

En fin de compte, Madame Cahen et Monsieur Kox ont essayé de faire des avances envers les participants en donnant des explications ou excuses évasives. Concrètement le Ministre du Logement a repris plusieurs fois les mesures déjà réalisées et le montant augmenté d'argent investi dans le logement lors de son mandat. Finalement, les deux membres du gouvernement ont bien avoué d'avoir pris conscience des problèmes existants ainsi que de l'énorme besoin de changement dans la bonne direction et une revue de priorités sur l'agenda gouvernementale.